

Arrêt

n° 301 548 du 15 février 2024
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître M. MOSTAERT
Rue Piers, 39
1180 BRUXELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRÉSIDENTE DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 13 avril 2023, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 4 janvier 2023.

Vu le titre I^{er} bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 décembre 2023 convoquant les parties à l'audience du 9 janvier 2024.

Entendue, en son rapport, E. MAERTENS, présidente de chambre.

Entendus, en leurs observations, Me M. MOSTAERT, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. BROUSMICHE *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant déclare être arrivé sur le territoire du Royaume le 4 août 2017.

1.2. Par un courrier daté du 22 décembre 2021, il a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois en qualité d'étudiant sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, laquelle a fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité prise par la partie défenderesse le 4 janvier 2023, assortie d'un ordre de quitter le territoire (annexe 13).

Ces décisions, lui notifiées le 15 mars 2023, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois (ci-après : le premier acte attaqué) :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. »

En effet, Monsieur [A.] est arrivé en Belgique en date du 04.08.2017, muni d'un passeport non revêtu d'un visa. Il n'a sciemment effectué aucune démarche à partir de son pays d'origine en vue d'obtenir une autorisation de séjour ; il s'est installé en Belgique de manière irrégulière sans déclarer ni son entrée ni son séjour auprès des autorités compétentes. Le requérant n'allègue pas qu'il aurait été dans l'impossibilité, avant de quitter le Maroc, de s'y procurer auprès de l'autorité compétente les autorisations nécessaires à son séjour en Belgique. Il s'ensuit qu'il s'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire et est resté délibérément dans cette situation, de sorte qu'il est à l'origine du préjudice qu'il invoque (Conseil d'Etat - Arrêt du 09-06-2004, n° 132.221). Rappelons que la présente demande est la première demande de régularisation introduite par l'intéressé.

Il invoque également la durée de son séjour (il est arrivé en Belgique le 04/08/2017). En outre, il souligne son intégration et déclare avoir un ancrage local et durable en Belgique, y avoir établi ses intérêts familiaux, sociaux, affectifs et économiques, s'être forgé un réseau de relations durables avec de nombreuses personnes. Il invoque ses connaissances en français et le fait d'avoir suivi des cours d'alphabétisation et de français. Il fournit une vingtaine de témoignages de proches ainsi qu'une série de documents pour prouver son séjour, son intégration et ses ancrages en Belgique (comme par exemple sa carte MOBIB, preuves de paiement, relevé d'achats en pharmacie, historique de l'aide médicale urgente obtenue, etc.) Cependant, s'agissant de la longueur du séjour du requérant en Belgique et de sa bonne intégration dans le Royaume, le Conseil du contentieux des étrangers considère que ces éléments sont autant de renseignements tendant à prouver tout au plus la volonté du requérant de séjourner sur le territoire belge mais non pas une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour. De surcroît, le Conseil rappelle qu'un long séjour en Belgique n'est pas en soi un empêchement à retourner dans le pays d'origine. Ce sont d'autres circonstances survenues au cours de ce séjour qui, le cas échéant, peuvent constituer un tel empêchement. » (C.C.E. 74.314 du 31/01/2012 et C.C.E. 129.162 du 11/09/2014). De même, «une bonne intégration en Belgique des liens affectifs et sociaux développés, ne constituent pas, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 bis précité car on ne voit pas en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation requise. » (C.C.E. 74.560 du 02/02/2012)

Il se réfère également à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme en raison de son droit à la vie privée et familiale sur le territoire belge. Il invoque ses ancrages en Belgique et notamment son ancrage familial sérieux. En effet, il souligne la présence de son père : [A.A.] (sous carte F+), son frère : [A.M.] (de nationalité belge) et sa sœur : [A.S.] (sous carte F+). Il déclare qu'il aurait également des oncles, un beau-frère, une belle-sœur et des cousins en Belgique. Suite à une décision familiale, l'intéressé serait arrivé en Belgique pour rejoindre les membres de sa famille, et pour aider notamment son père qui fait face à des problèmes de santé (voir paragraphe ci-après). L'intéressé vit d'ailleurs avec son père. Relevons tout d'abord que la présence de membres de la famille de l'intéressé sur le territoire ne lui donne pas automatiquement le droit au séjour. En outre, ces éléments ne peuvent constituer une circonstance exceptionnelle car la partie requérante reste en défaut d'exposer en quoi l'obligation, pour la partie requérante, de rentrer dans son pays d'origine aux fins d'y lever les autorisations requises, serait disproportionnée, alors que l'accomplissement des formalités auprès du poste diplomatique compétent n'oblige pas l'étranger à séjourner dans le pays où ce poste est installé mais implique seulement qu'il doit s'y rendre temporairement pour y accomplir les formalités requises. Il en découle qu'en principe cet accomplissement ne constitue pas, au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, une ingérence dans la vie privée et familiale de l'étranger ou que, si ingérence il y a, elle est nécessairement proportionnée puisqu'il n'est imposé à l'étranger qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour plus de trois mois. (CCE arrêt 108 675 du 29.08.2013) En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (CCE, arrêt de rejet n° 201666 du 26 mars 2018). Notons en outre que s'il n'est pas évident pour ses proches de l'accompagner dans son pays d'origine le temps nécessaire à la levée de l'autorisation de séjour, ils peuvent par contre lui rendre visite de temps en temps. Mentionnons aussi que la loi n'interdit pas de courts séjours en Belgique durant l'instruction de la demande (C.E., 22 août 2001, n° 98.462). Ajoutons enfin que le requérant peut utiliser les moyens de communication actuels afin de garder un contact étroit avec ses proches présents en Belgique. La circonstance exceptionnelle n'est pas établie.

Notons qu'il a déjà été jugé par le Conseil du contentieux des étrangers « que ledit article ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire ; qu'en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée ; que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale de la partie requérante et qui trouve son origine dans son propre comportement (C.E., 25 avril 2007, n°170.486) Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque le requérant a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'il ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait. » (CCE, arrêt n° 36.958 du 13.01.2010)

A titre de circonstance exceptionnelle, Monsieur [A.] invoque l'état de santé de son père. Il fournit une série d'attestations médicales qui confirment l'état de santé fragile de son père, le fait que ce dernier ait besoin d'une aide pour se laver, s'habiller, se nourrir et pour les autres gestes du quotidien, et la nécessité de la présence du requérant pour ce faire. Il déclare qu'un retour au pays d'origine serait préjudiciable pour son père, qui serait privé d'une présence quasi continue, et que la famille n'aurait pas d'autre choix que de le placer dans une institution spécialisée. En effet, il déclare que son frère vit avec sa propre famille et qu'il ne peut donc pas lui fournir l'aide quotidienne dont il a besoin, et que pour des raisons culturelles et religieuses il n'est pas envisageable que sa sœur prodigue de tels soins à leur père. Il souligne que s'il existe effectivement des systèmes d'aide à domicile, ces aides sont seulement ponctuelles. Il invoque une relation de dépendance qui se serait installée entre lui et son père. Le requérant rappelle que son père dispose d'une carte F+ en Belgique et qu'un voyage au Maroc n'est plus à sa portée. Une fois sa situation administrative régularisée, son projet serait de continuer à vivre avec son père. Il fournit également 4 témoignages de proches qui attestent de l'aide prodiguée par le requérant à son père. Néanmoins, il est admis que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine, et la situation familiale du requérant ne saurait empêcher celui-ci de retourner temporairement dans son pays pour le faire (Conseil d'État - Arrêt n° 120.020 du 27/05/2003). De plus, il invoque la présence de plusieurs autres membres de la famille en Belgique et il ne démontre pas que l'un ou plusieurs d'entre eux ne pourrait/pourraient pas s'occuper de son père temporairement pendant la durée de son retour au pays d'origine. Il ne démontre pas non plus qu'un ami de la famille ne pourrait s'occuper de son père. Notons également que son père peut également être aidé au jour le jour, par différentes associations, dans le respect de son intimité. Ainsi, en Belgique, de nombreuses associations sont disponibles pour les soins à domicile, pour la distribution de repas chauds à domicile, pour la présence d'une aide-ménagère et/ou familiale (CCE arrêt n° 175 268 du 23 septembre 2016). Il peut en outre bénéficier du système de télé vigilance afin d'être suivi de jour comme de nuit. Soulignons que, dans les démarches à accomplir pour bénéficier de l'aide de ces différentes associations, le père du requérant peut également faire appel à sa mutuelle. La présence du reste de la famille en Belgique ainsi que de toutes ces aides peuvent donc représenter un accompagnement régulier pour le père du requérant, pendant le retour temporaire de son fils au pays d'origine. En effet, rappelons qu'il n'est imposé au requérant qu'un retour momentané dans son pays qui n'implique pas une rupture des attaches qui le lient au sol belge, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, Audience Publique des Référés du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés ; Conseil d'État - Arrêt n° 133485 du 02/07/2004). Ces éléments ne pourront dès lors valoir de circonstances exceptionnelles empêchant un retour temporaire de l'intéressé dans son pays d'origine.

Le requérant invoque également les lignes directrices justifiant l'octroi du séjour et évoquées par le cabinet du Secrétaire d'Etat à l'occasion de la grève de la faim des sans-papiers de 2021. En l'espèce, le Conseil constate que ces lignes de conduite ne sont pas inscrites dans une circulaire mais découlent d'un « accord » verbal passé entre les représentants des grévistes de la faim et les représentants du Secrétaire d'Etat (CCE, Arrêt 276.728 du 30.08.2022). Rappelons que l'Office des étrangers applique la loi édictée et qu'il revient justement au requérant de se conformer à la législation en vigueur. En effet, la loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui fixe les conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire. Dès lors en imposant aux étrangers, dont le séjour est devenu illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, ils ne leur aient demandé que de se soumettre à la Loi. En vertu de quoi, le fait de lui demander de se conformer à la légalisation en la matière en levant les autorisations de séjour

depuis son pays d'origine, comme tout un chacun n'est en rien une violation de ses droits. Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Monsieur [A.] affirme sa volonté de s'intégrer sur le marché du travail. Il invoque ses qualifications et ses expériences acquises au Maroc en tant que plâtrier, peintre en bâtiment et dans la restauration. Il se déclare certain qu'une fois régularisé, il serait en mesure de participer à l'économie du pays. Il déclare que ses compétences sont adaptées au marché du travail belge et que les domaines dans lesquels ils travaillent sont en très fortes demandes, et notamment à Bruxelles où ils sont répertoriés comme étant en pénurie. Il fournit trois promesses d'embauche : une pour la SPRL [B.I.], une pour la SRL [Z.C.] et une pour la SPRL [D.S.]. Néanmoins, soulignons que l'intention ou la volonté de travailler non concrétisée par la délivrance d'une autorisation de travail n'empêche pas un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger en vue d'y lever les autorisations requises. En ce qui concerne la pénurie de main d'œuvre qui sévit dans ses domaines d'activités, s'il est vrai que l'article 8 de l'Arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers stipule : « L'autorisation d'occupation n'est accordée que s'il n'est pas possible de trouver parmi les travailleurs appartenant au marché de l'emploi un travailleur apte à occuper de façon satisfaisante et dans un délai raisonnable, même au moyen d'une formation professionnelle adéquate, l'emploi envisagé. ». Il importe cependant de mettre en balance cet élément. En effet l'article 4 paragraphe 1 de la Loi relative à l'occupation des travailleurs étrangers du 30 avril 1999 prévoit : « L'employeur qui souhaite occuper un travailleur étranger doit, au préalable, obtenir l'autorisation d'occupation de l'autorité compétente. L'employeur ne peut utiliser les services de ce travailleur que dans les limites fixées par cette autorisation » Le paragraphe 2 du même article précise que « L'autorisation d'occupation n'est pas accordée lorsque le ressortissant étranger a pénétré en Belgique en vue d'y être occupé avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation ». En outre, pour fournir des prestations de travail, le travailleur étranger doit préalablement avoir obtenu une autorisation de travail de l'autorité compétente (Art.5 de la loi du 30 avril 1999). Dès lors, la pénurie de main d'œuvre dans un secteur (quel qu'il soit) ne dispense en rien de se soumettre à la législation en vigueur concernant l'accès au territoire. La pénurie de main d'œuvre ne peut donc être considérée comme une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant impossible le retour temporaire de l'intéressé au pays d'origine.

A titre de circonstance exceptionnelle, le requérant invoque la pandémie liée au COVID-19, le risque inutile de propagation du virus que représenterait un retour temporaire au pays d'origine ainsi que les conséquentes complications administratives. Il souligne que les frontières du Maroc sont fermées, rappelle les périodes strictes de confinement qui ont été imposées ainsi que la responsabilité collective et individuelle qui nous pousse à faire le maximum pour éviter la propagation du virus et éviter les voyages internationaux qui sont un moteur de propagation. Il reprend les recommandations et informations reprises sur le site du Ministère belge des Affaires étrangères. Relevons tout d'abord que les frontières internationales sont ouvertes et que la crise sanitaire actuelle a une portée mondiale, que cette crise n'empêche pas le requérant de se déplacer vers son pays d'origine afin de lever les autorisations requises dans le respect des gestes barrières et des mesures prises par le gouvernement en place pour la lutte contre le COVID-19. Notons aussi que l'allusion à une situation générale n'est pas suffisante pour entraîner ipso facto l'existence d'une circonstance exceptionnelle. Relevons enfin que le requérant n'apporte aucun certificat médical indiquant une impossibilité ou une difficulté au point de vue médical de voyager à l'heure actuelle ou la preuve qu'il fasse partie d'un groupe considéré comme étant à risque. Rappelons qu'il incombe à l'intéressé d'étayer son argumentation. L'impossibilité de voyager, en cas de la COVID-19, doit être prouvée (CCE, arrêt de rejet 245898 du 10 décembre 2020) Il ne s'agit donc pas d'une circonstance exceptionnelle.

Monsieur [A.] explique qu'il bénéficiait de l'aide de sa famille établie en Belgique quand il résidait encore au Maroc (il fournit des documents de paiements effectués). Il souligne que depuis qu'il est en Belgique, il est hébergé et nourri par son père qui bénéficie d'une pension. Son frère serait également prêt à l'aider si nécessaire (il fournit le contrat de travail de son frère) et qu'en conséquence, il ne constituera pas une charge pour le système social. C'est tout à son honneur mais on ne voit pas en quoi, cela constituerait une circonstance exceptionnelle rendant difficile ou impossible l'introduction de sa demande dans son pays d'origine ou de résidence auprès de notre représentation diplomatique.

Au sujet du principe de proportionnalité, le Conseil estime que l'obligation, pour le requérant, de rentrer temporairement dans son pays d'origine, aux fins d'y lever les autorisations ad hoc, ne peut nullement être considérée comme disproportionnée. De plus, les simples lourdeurs, désagréments ou conséquences négatives occasionnés par ce retour ne peuvent suffire à elles seules à modifier ce qui précède et à justifier le caractère particulièrement difficile du retour. Le Conseil relève en outre que le

retour au pays d'origine conserve un caractère temporaire même si sa durée n'est pas déterminée précisément (CCE, arrêt 276 455, 25/08/2022)

En conclusion l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable.

Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique. »

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire (ci-après : le second acte attaqué) :

« MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :

- o *En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 2° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 : il n'est pas en possession d'un visa*

Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le Ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné (article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980). La situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire. Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :

L'intérêt supérieur de l'enfant : l'intéressé est majeur. Il ne ressort ni de son dossier administratif, ni de sa demande de 9bis qu'il aurait un ou des enfant(s) en Belgique. Il n'indique pas avoir un ou des enfant(s) en Belgique.

La vie familiale : il invoque la présence sur le territoire de plusieurs membres de sa famille : son père, avec qui il vit (qui est sous carte F+), son frère (de nationalité belge) et sa sœur (sous carte F+). Il invoque également la présence en Belgique d'oncles, d'un beau-frère, d'une belle-sœur et de cousins. Néanmoins, notons que la présence de membres de sa famille sur le territoire ne lui donne pas automatiquement le droit au séjour. Rappelons que la séparation d'avec son milieu belge ne serait que temporaire, le temps que l'intéressé puisse lever les autorisations nécessaires à son séjour en Belgique.

L'état de santé : l'intéressé invoque l'état de santé fragile de son père et le fait que sa présence en Belgique soit nécessaire pour l'aider dans le quotidien. Il fournit différentes attestations médicales pour confirmer ses propos. Il déclare que son frère et sa sœur ne sont pas en mesure d'aider leur père comme lui pourrait le faire. Néanmoins, il est admis que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine, et la situation familiale du requérant ne saurait empêcher celui-ci de retourner temporairement dans son pays pour le faire. De plus, il invoque la présence de plusieurs autres membres de sa famille en Belgique et il ne démontre pas qu'un ou plusieurs d'entre eux ne pourrait/pourraient pas s'occuper de son père temporairement pendant la durée de son retour au pays d'origine. Il ne démontre pas non plus qu'un ami de la famille ne pourrait s'occuper de son père. Notons également que son père peut être aidé au jour le jour, par différentes associations, dans le respect de son intimité. Ainsi, en Belgique, de nombreuses associations sont disponibles pour les soins à domicile, pour la distribution de repas chauds-à domicile, pour la présence d'une aide-ménagère et/ou familiale. Il peut en outre bénéficier du système de télé vigilance afin d'être suivi de jour comme de nuit. Soulignons que, dans les démarches à accomplir pour bénéficier de l'aide de ces différentes associations, le père du requérant peut également faire appel à sa mutuelle. En conséquence, la présence du reste de la famille ainsi que de toutes ces aides peuvent donc représenter un accompagnement régulier pour le père du requérant, pendant le retour temporaire au pays d'origine. En effet, rappelons qu'il n'est imposé au requérant qu'un retour momentané dans son pays qui n'implique pas une rupture des attaches qui le lient au sol belge, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable.

Par conséquent, il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire. »

2. Exposé des moyens d'annulation

2.1. La partie requérante prend deux moyens, dont un premier, divisé en quatre griefs, de la violation de l'article 8 de la Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés

fondamentales (ci-après : la CEDH), des articles 9bis et 62, §2 de la loi du 15 décembre 1980 « lus en combinaison avec les articles 5, 6, 12.1 et 13 de la Directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après « directive retour »), et ses 6^{ème} et 24^{ème} considérants, ainsi que de principe prohibant l'arbitraire administratif », des articles 1^{er}, 7, 15, 20 et 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : la Charte), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, des « principes de bonne administration et en particulier du principe de proportionnalité, du devoir de soin et de prise en considération de tous les éléments de la cause ».

2.1.1. Dans un premier grief, après avoir exposé des considérations théoriques et jurisprudentielles relatives aux dispositions visées au premier moyen, elle soutient que « dès lors qu'un doute subsiste quant à l'étendue du pouvoir discrétionnaire dont dispose l'Office des Étrangers lors de l'examen d'une demande d'autorisation « article 9bis », au regard des garanties posées par le droit européen, il incombait à tout le moins à la partie défenderesse de faire preuve de prudence, en motivant adéquatement et suffisamment la décision d'irrecevabilité de la demande de séjour du requérant, afin que l'intéressé soit en mesure de comprendre les raisons pour lesquelles la partie adverse a adopté ladite décision » et affirme qu'« en l'espèce, la décision est lacunaire en termes de motivation et de transparence et induit un arbitraire administratif ». Elle considère qu'« il est impossible de comprendre, à la lecture des motifs de la décision attaquée, les raisons pour lesquelles la partie défenderesse n'a pas pris en considération les différents aspects de la vie privée et familiale du requérant pour effectuer une mise en balance des intérêts en présence, alors que l'importance de la vie familiale du requérant est reconnue (premier acte attaqué, page 2, §2 de la motivation) » et indique que « la décision litigieuse se limite à résumer les aspects de vie privée et familiale développés par le requérant dans sa demande, pour conclure à l'existence d'une vie familiale importante et affirmer ensuite, de façon péremptoire, que cela ne constitue pas une circonstance exceptionnelle car l'hypothèse d'un retour ne serait pas disproportionnée », estimant que « rien ne permet de comprendre sur quelle base la partie défenderesse s'est fondée pour arriver à cette conclusion ».

Elle avance que « Les aspects de vie privée liés à l'ancrage local durable du requérant (intérêt sociaux et affectifs, intérêts économiques ect) ne sont pas réellement abordés par la partie défenderesse, tout au plus sont-ils cités, alors même qu'ils étaient largement évoqués dans la demande de régularisation » et que « Les relations privées, l'entourage socio-professionnel, les engagements, les passions, les loisirs et enfin la longueur du séjour en Belgique du requérant sont incontestablement des éléments qui s'inscrivent dans le cadre de la jouissance de ses droits fondamentaux au respect de sa vie privée, au travail, et sont des composantes de sa dignité humaine. Il incombait à tout le moins à la partie adverse d'exercer son pouvoir d'appréciation à cet égard et de montrer que ces éléments avaient été pris en considération dans sa décision (et non simplement résumés) dans le cadre de l'examen de la demande du requérant » avant de relever que « Les aspects familiaux sont quant à eux balayés sous le prétexte du caractère temporaire du retour au pays d'origine alors même que le requérant a fait valoir un lien de dépendance tout à fait particulier avec son père et détaillé les raisons pour lesquelles il était le seul à pouvoir le prendre correctement en charge (pièce 4) » et que « Dans de tels circonstances, relever l'existence de moyens de télécommunications et de système de soins à domicile ne peut raisonnablement être suffisant pour conclure à la proportionnalité d'une séparation d'une durée indéterminée mais forcément longue ».

Ajoutant qu'« il n'apparaît nullement qu'un examen conjoint des aspects de vie privée et familiale développés ait été préconisé dans le cadre d'une mise en balance des intérêts en présence », elle constate que « la partie adverse se contente d'exposer partiellement les arguments développés par le requérant dans sa demande et indique que ces éléments ne constituent pas des circonstances exceptionnelles justifiant l'introduction de la demande depuis la Belgique, sans autre explication ou analyse concrète du cas d'espèce » et conclut que « Ce faisant, la partie défenderesse a violé l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée, lu en combinaison avec l'article 6, paragraphe 4, de la directive retour et, en particulier à l'aune des considérants 6 et 24 de cette directive et des articles 1^{er}, 7, 15, 20, et 21 de la Charte qui entrent dans son champ d'application », que « La partie adverse a violé son obligation de motivation formelle en adoptant une motivation lacunaire et stéréotypée malgré l'importance des éléments de vie privée mis en avant par le requérant et la jouissance des droits fondamentaux en jeu. Les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 précitée, ainsi que l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, sont violés » et que « Les principes généraux de bonne administration, en particulier le devoir de minutie et de prise en considération de tous les éléments de la cause, sont également violés ».

2.1.2. Dans un deuxième grief, la partie requérante estime que « le requérant a rendu compte de circonstances rendant particulièrement difficile son retour dans son pays d'origine pour y introduire sa

demande de visa » et rappelle qu'« il s'agit de l'état de besoin de son père et de la richesse de sa vie privée et familiale en Belgique composée de plusieurs aspects (notamment la présence de sa famille la plus proche, les relations amicales et sociales tissées en plus de 5 ans ainsi que ses projets professionnels et les cours qu'il a suivi depuis son arrivée) », et qu'« Il a explicité qu'un retour au Maroc, même temporaire, serait extrêmement préjudiciable à son père qui a besoin de son aide au quotidien et engendrerait une rupture de l'ensemble des éléments qu'il a mis en place et façonnés en Belgique en 5 ans de présence ininterrompue » avant d'affirmer que « Juridiquement, le requérant invoquait que ce cumul d'éléments - le lien de dépendance avec son père, la présence de sa famille la plus proche et son ancrage local durable en Belgique -, rentrant tous dans la définition de la vie privée et familiale de l'article 8 de la CEDH, justifiait qu'au regard d'une mise en balance des intérêts en présence, lui imposer de retourner, même temporairement, dans son pays d'origine, constituerait une mesure disproportionnée ». Elle estime que « La motivation de la décision querellée ne répond pas adéquatement aux éléments ainsi avancés par le requérant ».

2.1.2.1. Dans un premier point, elle relève que « la partie défenderesse considère que les éléments liés à la durée de son séjour et à son intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles sans en expliquer les raisons » et fait valoir que « La partie défenderesse se garde d'expliquer pourquoi l'ancrage local durable invoqué par le requérant ne répond pas à la notion de circonstances exceptionnelles sans justifier pourquoi la rupture des attaches ainsi créées en des années de vie sur le territoire n'implique pas que le retour au pays d'origine soit particulièrement difficile pour le requérant », précisant que « Tout au plus, les éléments d'intégration sont cités puis balayés par des considérations générales ». Elle considère qu'« Une telle motivation est insuffisante » et se réfère à l'arrêt du Conseil de céans n° 236.003 du 26 mai 2020 avant de soutenir qu'« En s'abstenant de prendre en considération ces éléments au motif qu'il ne s'agirait pas de circonstances exceptionnelles et qu'ils ont été constitués en séjour irrégulier, la partie adverse viole les principes généraux de bonne administration et, en particulier, le devoir de minutie et de prise en considération de tous les éléments de la cause » et qu'« elle a également violé son obligation de motivation formelle, prescrite par les articles 2 et 3 de la loi 29 juillet 1991 précitée, et par l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée ».

2.1.2.2. Dans un deuxième point, elle avance que « la partie défenderesse n'a, en réalité, nullement mis en balance les éléments de vie privée et familiale développés par le requérant, en violation manifeste de l'article 8 de la CEDH » avant d'exposer des considérations théoriques et jurisprudentielles y relatives.

Elle rappelle que « le requérant a développé trois aspects essentiels de sa vie privée et familiale en Belgique, qui revêtent un caractère à ce point fondamental en ce qui le concerne qu'il en découle des obligations positives incombant aux autorités belges sous le couvert de l'article 8 de la CEDH : le lien de dépendance qui l'unit à son père malade, la présence de sa famille la plus proche et les liens sociaux, affectifs et professionnels tissés depuis son arrivée » et estime que « La partie adverse n'a nullement effectué de mise en balance des intérêts en présence, se contentant d'invoquer que le requérant « reste en défaut d'exposer en quoi l'obligation pour lui de rentrer dans son pays d'origine aux fins d'y lever les autorisations requises serait disproportionnée », et que l'obligation de rentrer dans son pays d'origine pour y introduire sa demande n'implique pas l'obligation d'y rester ». Elle considère que « Ce faisant, la partie adverse motive de façon stéréotypée en concluant qu'en principe, l'application de l'article 9bis ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans la vie privée d'un individu » et que « les éléments de la vie privée avancés par le requérant dans sa situation particulière ne sont nullement mis en balance, bien que la partie défenderesse en reconnaisse à plusieurs reprises l'importance ».

Elle ajoute qu'« a contrario de ce qui est soutenu dans la décision querellée, le requérant a précisément développé en quoi un refus d'autorisation de séjour constituerait une violation disproportionnée des obligations positives visées par l'article 8 de la CEDH dans son chef » et qu'il « invoquait en particulier qu'un départ, même temporaire, serait extrêmement préjudiciable à son père et entraînerait une rupture de l'aide matérielle qu'il percevait de sa famille ainsi que des attaches socio-affectives et économiques tissées en plus de 5 ans en Belgique ». Elle fait grief à la partie défenderesse de ne pas répondre à cette argumentation et se réfère à l'arrêt du Conseil de céans n° 90 430 du 25 octobre 2012, avant de conclure que « la partie défenderesse a violé l'article 8 de la CEDH qui impose, même lorsqu'il s'agit d'obligations positives, d'effectuer un examen de proportionnalité, et d'accorder une importance particulière aux aspects essentiels de l'existence d'un individu en jeu ». Elle estime que « La partie adverse a également violé l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 précitée, qui impose l'exercice d'un pouvoir d'appréciation au regard de chaque cas d'espèce et compte tenu du principe de proportionnalité : le simple renvoi à des positions de principes et des considérations juridiques générales n'offre nullement la garantie que la situation particulière du requérant ait été prise en cause dans le cadre d'un exercice effectif de son pouvoir

d'appréciation par la partie défenderesse », que « Ce faisant, la partie défenderesse s'est exonérée de l'obligation de procéder à l'examen individuel du cas du requérant et n'a pas agi avec minutie », que « La partie défenderesse a également violé son obligation de motivation formelle en ne motivant pas de façon adéquate compte tenu de la situation individuelle du requérant, du principe de proportionnalité et des exigences inhérentes à l'article 8 de la CEDH » et que « Les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 précitée, et l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, sont également violés ».

2.1.3. Dans un troisième grief, la partie requérante fait valoir qu'« il n'est pas contestable ni contesté que le requérant entretient en Belgique une « vie familiale » au sens de l'article 8 CEDH » avant d'exposer à nouveau des considérations jurisprudentielles relatives à cette disposition. Elle rappelle qu'« A l'appui de sa demande, le requérant a fait état de l'existence de liens supplémentaires de dépendance », qu'« Il a produit de nombreux documents médicaux et témoignages attestant de la perte d'autonomie de Monsieur [A.A.] et de l'aide indispensable qu'il lui prodigue au quotidien pour se laver, s'habiller, se nourrir et prendre ses médicaments », qu'« Il a également pris le soin d'explicitier pourquoi il n'était pas possible pour son frère et sa sœur d'assumer un tel rôle auprès du patriarche et souligné qu'en cas de départ, son père devrait être placé en institution alors que la famille ne le souhaite pas » et que « Le requérant a également expliqué bénéficier d'une aide matérielle indispensable de la part de sa famille établie en Belgique ».

Elle considère que « La vie familiale dont question en l'espèce bénéficie donc d'une protection pleine et complète de l'article 8 CEDH ce qui implique un devoir de protection accru dans le chef de la partie adverse » et affirme que « sans remettre en cause l'existence de cette vie familiale et des éléments supplémentaires de dépendance invoqués, la partie adverse balaie ceux-ci en arguant qu'il n'était pas démontré que l'aide nécessaire à son père ne pouvait pas être apportée par une autre personne (famille ou ami) ou par des associations de soins à domicile et que le contact pourrait être maintenu via les moyens de communication actuels et les voyages ». Elle estime que « Ce faisant, la partie adverse se garde de procéder à une quelconque mise en balance des intérêts en présence et fait fi d'éléments cruciaux du dossier », que « la partie adverse ne s'est pas livrée à une analyse minutieuse de la cause et n'a pas accordé un poids suffisant à la vie familiale dont question » et que « Réduire l'aide quotidienne prodiguée par un fils à son père ainsi que sa présence jour et nuit au domicile commun à quelque chose d'interchangeable avec un système de télévigilance et des soins à domicile équivaut à nier la vie familiale du requérant ».

Faisant valoir que « La notion de dépendance ne suppose pas d'établir qu'on est la seule et unique personne au monde capable de prodiguer les soins nécessaires », elle considère qu'« Une telle interprétation revient à vider de tout contenu la possibilité d'invoquer des éléments particuliers de dépendance car une telle démonstration est quasi impossible à apporter » et que « La notion de dépendance est un concept polysémique, elle peut être mentale, affective, physique, économique, sociale. Il est évident que la relation de dépendance qui unit un fils à son père malade dépasse le cadre stricte des soins nécessaires et qu'une présence affective similaire ne peut être apportée par une quelconque association ». Elle affirme qu'« Il est tout aussi évident qu'un homme âgé de 70 ans, malade et en perte d'autonomie n'est pas en mesure de maintenir des relations familiales avec son fils via les moyens de communications modernes et des voyages réguliers vers le Maroc ».

Elle ajoute que « Quant à la dépendance matérielle du requérant vis-à-vis de sa famille en Belgique celle-ci n'est même pas prise en considération alors qu'elle a été étayée par des documents et ressort de la cohabitation continue avec le père de famille » et estime que « Dans la mesure où la composante essentielle de la vie familiale est le droit de vivre ensemble (Marckx c. Belgique) et au regard des éléments de dépendance précités, la motivation de la décision litigieuse est manifestement insuffisante et inadéquate ». Rappelant les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, elle soutient que « la motivation des décisions attaquées ne permet aucunement de comprendre en quoi ces décisions ne constituent pas une ingérence disproportionnée dans la vie familiale du requérant » et que « Les motivations des décisions attaquées ne permettent pas non plus à la partie requérante de comprendre en quoi la mise en balance des éléments invoqués à l'appui de sa demande de séjour a été faite d'une quelconque manière ; la partie adverse se contentant d'exposer les intérêts de l'État sans évaluation de tous les éléments et circonstances pertinents caractérisant la vie familiale en cause », précisant que « La partie adverse n'a par ailleurs pas davantage pondéré concrètement les intérêts de l'un par rapport à l'autre par la suite ». Elle indique que « Les parties requérantes n'arrivent pas non plus à comprendre en quoi l'acte attaqué constituerait un juste équilibre entre ses intérêts particuliers et l'intérêt général de la société » et que « La limitation de leur droit à la vie familiale est donc totalement disproportionnée » avant de conclure que « les décisions attaquées violent l'article 8 de la CEDH ainsi que les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative la motivation formelle des actes administratifs ».

3. Discussion

3.1.1. Sur le premier moyen, toutes branches réunies, en ce qu'il est dirigé contre le premier acte attaqué, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 9*bis* de la loi, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Enfin, si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil rappelle qu'il est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Par ailleurs, le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : C.E., 6 juillet 2005, n°147.344).

3.1.2. En l'occurrence, le Conseil observe qu'à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, le requérant a soulevé au titre de circonstances exceptionnelles, dans sa demande d'autorisation de séjour, l'assistance qu'il porte à son père malade. Il a en effet fait valoir qu'il « *réside avec son père et l'aide au quotidien. Les deux attestations du Docteur [H.Z.] sont particulièrement éclairantes quant à la situation. Monsieur [A.A.] est « polymédiqué », « souffre de plusieurs maladies » et a « besoin d'aide pour se laver, s'habiller, se nourrir et pour tous les gestes du quotidien* » (cfr pièces 3.3 et 3.5). Dans de telles circonstances, il serait manifestement disproportionné d'imposer à Monsieur [A.B.] de retourner au Maroc afin d'y introduire la présente demande. Cela revient à le contraindre à laisser son père seul dans son appartement pour une durée indéterminée mais forcément longue. Cet homme âgé serait privé de cette présence quasi continue et la famille n'aurait certainement d'autre choix que d'envisager de le placer en institution spécialisée. Si certes, le patriarche a deux autres enfants en Belgique (cfr pièces 5.11 et 3.14), ceux-ci résident avec leur famille respective (cfr pièces 3.10 et 3.13) et ne sont pas en mesure de lui fournir l'assistance quotidienne dont il a besoin. Par ailleurs, il dispose d'un droit de séjour illimité en Belgique, pays où il a désormais routé ses habitudes et où il est suivi médicalement de sorte qu'un long voyage au Maroc n'est plus à sa portée. Il s'ensuit qu'un départ, même temporaire, de Monsieur [A.B.] emporterait des conséquences démesurément lourdes par rapport à l'avantage purement formel qui en découlerait pour l'Etat belge ». Il a joint à cette demande différents documents et attestations médicales tendant à étayer ces affirmations.

Il a également précisé, dans la partie de sa demande relative aux conditions de fond qui justifient, selon lui, sa régularisation, que « *Son installation en Belgique résulte d'une décision de l'ensemble de la famille car il était difficile de l'aider à distance et qu'il fallait qu'une personne proche puisse s'occuper du patriarche au quotidien. Depuis son arrivée, il s'est établi chez son père : Monsieur [A.B.], disposant d'un droit de séjour illimité en Belgique et résidant à [M.] (cfr pièce 3.1 et 3.2). Ce dernier est âgé et souffre de multiples complications médicales qui diminuent chaque jour un peu plus son autonomie. Il est épuisé, malentendant et a besoin d'aide pour effectuer les tâches quotidiennes comme s'habiller, se laver, faire son ménage, préparer ses repas (cfr pièces 3.3 à 3.5). Depuis plus de 4 ans, c'est Monsieur [A.B.] qui lui prodigue cette aide et une réelle relation de dépendance s'est installée entre ce père et son plus jeune*

filis. Pas moins de A voisins ont souhaité témoigner de cette relation particulière et atteste du soutien indispensable qu'apporte ce jeune homme à son père (cfr pièces 3.6 à 3.9). Il est la seule personne à pouvoir lui apporter cette aide précieuse car son frère Mohammed est déjà père de famille et réside avec son épouse et ses enfants. Pour des raisons culturelles et religieuses, il n'est pas envisageable que sa sœur prodigue de tels soins à son père. Un départ de son fils vers le Maroc serait donc extrêmement préjudiciable à cet homme âgé et malade ».

En termes de recours, la partie requérante fait valoir que le requérant « a produit de nombreux documents médicaux et témoignages attestant de la perte d'autonomie de Monsieur [A.A.] et de l'aide indispensable qu'il lui prodigue au quotidien pour se laver, s'habiller, se nourrir et prendre ses médicaments » et qu'« Il a également pris le soin d'explicitier pourquoi il n'était pas possible pour son frère et sa sœur d'assumer un tel rôle auprès du patriarche et souligné qu'en cas de départ, son père devrait être placé en institution alors que la famille ne le souhaite pas ». Elle reproche à la partie défenderesse de « [balayer ces éléments] en arguant qu'il n'était pas démontré que l'aide nécessaire à son père ne pouvait pas être apportée par une autre personne (famille ou ami) ou par des associations de soins à domicile et que le contact pourrait être maintenu via les moyens de communication actuels et les voyages ». Elle estime que « Réduire l'aide quotidienne prodiguée par un fils à son père ainsi que sa présence jour et nuit au domicile commun à quelque chose d'interchangeable avec un système de télévigilance et des soins à domicile équivaut à nier la vie familiale du requérant ».

À cet égard, le Conseil constate qu'il ressort notamment de l'attestation médicale établie par le Dr. [H.] le 24 septembre 2021 que le père du requérant « *présente plusieurs problèmes de santé. Il est polymédiqué et a besoin de la présence de son fils [M.B.] [...]. L'aide de son fils est indispensable au vu de son état* ». Dans une autre attestation médicale établie en date du 16 novembre 2021, le Dr. [H.] indique ce qui suit : « *Au vu de son état général et en tenant compte de sa situation médical, le patient souffre de plusieurs maladies et a besoin d'aide pour se laver, s'habiller, se nourrir et pour tous les gestes quotidiens. L'aide de son fils est absolument recommandée.* »

Cette circonstance, ainsi que les pathologies dont souffre ce dernier, ne semblent pas contestées par la partie défenderesse qui en fait état dans la motivation du premier acte attaqué en rappelant que « *Monsieur [A.] invoque l'état de santé de son père. Il fournit une série d'attestations médicales qui confirment l'état de santé fragile de son père, le fait que ce dernier ait besoin d'une aide pour se laver, s'habiller, se nourrir et pour les autres gestes du quotidien, et la nécessité de la présence du requérant pour ce faire. Il déclare qu'un retour au pays d'origine serait préjudiciable pour son père, qui serait privé d'une présence quasi continue, et que la famille n'aurait pas d'autre choix que de le placer dans une institution spécialisée. En effet, il déclare que son frère vit avec sa propre famille et qu'il ne peut donc pas lui fournir l'aide quotidienne dont il a besoin, et que pour des raisons culturelles et religieuses il n'est pas envisageable que sa sœur prodigue de tels soins à leur père. Il souligne que s'il existe effectivement des systèmes d'aide à domicile, ces aides sont seulement ponctuelles. Il invoque une relation de dépendance qui se serait installée entre lui et son père. Le requérant rappelle que son père dispose d'une carte F+ en Belgique et qu'un voyage au Maroc n'est plus à sa portée. Une fois sa situation administrative régularisée, son projet serait de continuer à vivre avec son père. Il fournit également 4 témoignages de proches qui attestent de l'aide prodiguée par le requérant à son père* ».

Or, la partie défenderesse considère ensuite, dans la première décision attaquée, que « *Néanmoins, il est admis que l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine, et la situation familiale du requérant ne saurait empêcher celui-ci de retourner temporairement dans son pays pour le faire (Conseil d'État - Arrêt n° 120.020 du 27/05/2003). De plus, il invoque la présence de plusieurs autres membres de la famille en Belgique et il ne démontre pas que l'un ou plusieurs d'entre eux ne pourrait/pourraient pas s'occuper de son père temporairement pendant la durée de son retour au pays d'origine. Il ne démontre pas non plus qu'un ami de la famille ne pourrait s'occuper de son père. Notons également que son père peut également être aidé au jour le jour, par différentes associations, dans le respect de son intimité. Ainsi, en Belgique, de nombreuses associations sont disponibles pour les soins à domicile, pour la distribution de repas chauds à domicile, pour la présence d'une aide-ménagère et/ou familiale (CCE arrêt n° 175 268 du 23 septembre 2016). Il peut en outre bénéficier du système de télé vigilance afin d'être suivi de jour comme de nuit. Soulignons que, dans les démarches à accomplir pour bénéficier de l'aide de ces différentes associations, le père du requérant peut également faire appel à sa mutuelle. La présence du reste de la famille en Belgique ainsi que de toutes ces aides peuvent donc représenter un accompagnement régulier pour le père du requérant, pendant le retour temporaire de son fils au pays d'origine. En effet, rappelons qu'il n'est imposé au requérant qu'un retour momentané dans son pays qui n'implique pas une rupture des attaches qui le*

lient au sol belge, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, Audience Publique des Référéés du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référéés ; Conseil d'État - Arrêt n° 133485 du 02/07/2004). Ces éléments ne pourront dès lors valoir de circonstances exceptionnelles empêchant un retour temporaire de l'intéressé dans son pays d'origine ».

Une telle motivation ne peut être considérée comme suffisante et adéquate au regard de la nécessité d'aide quotidienne apportée par le requérant à son père, chez qui il vit, invoquée par la partie requérante et attestée par l'un des médecins de ce dernier. Cette circonstance n'est pas suffisamment rencontrée par l'existence - évoquée en termes généraux - d'associations « *pour les soins à domicile, pour la distribution de repas chaud à domicile, pour la présence d'une aide-ménagère et/ou familiale* » et d'un « *système de télé vigilance afin d'être suivi de jour comme de nuit* ». Par ailleurs, le Conseil constate que, contrairement à ce que prétend la partie défenderesse, le requérant a indiqué les raisons pour lesquelles les autres membres de sa famille ne pouvaient s'occuper de son père de la même manière que lui s'en occupe depuis maintenant six ans. Ainsi, la motivation de la première décision querellée ne permet pas de comprendre pour quelle raison le lien existant entre le requérant et son père et l'état de santé de ce dernier ne constituent pas une circonstance qui rend particulièrement difficile l'éloignement du requérant durant une certaine période, le temps d'obtenir les autorisations requises.

Par ailleurs, s'il n'est pas impossible pour le requérant de faire appel à l'aide de diverses associations pour assister son père durant son absence temporaire, force est de constater que pareille motivation, en omettant, d'une part, le fait qu'il s'occupe seul de son père depuis plusieurs années et, d'autre part, que ces aides extérieures sont nécessairement limitées en termes d'horaire et quant à la nature des services rendus, rétrécit la notion de circonstance exceptionnelle aux seuls éléments qui rendent un retour temporaire impossible alors que cette notion englobe également les circonstances rendant pareil retour particulièrement difficile.

En limitant son analyse au soutien matériel et organisationnel qui serait apporté par le requérant à son père, la partie adverse n'a pas motivé suffisamment et adéquatement quant à l'ensemble des éléments invoqués au titre de circonstances exceptionnelles, présentés par la partie requérante. La partie défenderesse semble en effet s'être focalisée sur les aides médicales et ménagères en journée nécessitées par le père malade du requérant et non sur l'encadrement global que pourrait assurer ce dernier et donc le soutien qu'il lui apporte actuellement au quotidien.

Par conséquent, sans pouvoir substituer sa propre appréciation à celle de la partie défenderesse, le Conseil estime que la motivation du premier acte attaqué ne rencontre pas à suffisance l'argumentation du requérant, qui ne se limitait pas à indiquer que son père avait besoin d'aide, mais que ce dernier avait besoin de l'aide du requérant personnellement, étant en outre précisé que celui-ci était nommément cité dans les attestations médicales produites.

3.1.3. L'argumentation développée par la partie défenderesse dans sa note d'observations, selon laquelle « *Le grief du requérant reprochant à la partie adverse de balayer les éléments supplémentaires de dépendance qu'il démontre à l'égard de son père en estimant qu'il ne démontre pas que l'aide apportée à son père ne pourrait l'être par une autre personne n'énervé en rien le constat qui précède. En effet, le requérant n'indique pas in concreto ni dans sa demande, ni en termes de recours, une impossibilité de temporairement organiser la prise en charge et l'aide apportée à son père en son absence. Le requérant ne démontre pas que la partie adverse aurait commis une erreur manifeste d'appréciation, ce faisant et n'apporte aucun élément qui établirait l'existence d'une circonstance à ce point exceptionnelle qu'elle rendrait impossible ou particulièrement difficile son retour temporaire au pays d'origine* », n'est pas de nature à énerver les constats posés ci-avant.

Partant, le Conseil estime que la motivation de la partie défenderesse ne peut être considérée comme suffisante et adéquate, dès lors qu'elle ne permet nullement de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d'espèce, elle estime que les éléments susmentionnés ne sont pas de nature à permettre au requérant de justifier de circonstances exceptionnelles rendant particulièrement difficile l'introduction de sa demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique compétent dans son pays d'origine et justifiant de ce fait l'introduction de cette demande en Belgique.

3.2. Il résulte de ce qui précède que le premier moyen, ainsi circonscrit, est fondé et suffit à justifier l'annulation de la décision attaquée. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres moyens qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

3.3. S'agissant du second acte attaqué, le Conseil rappelle que l'annulation d'un acte administratif (par le Conseil d'Etat) fait disparaître cet acte de l'ordonnancement juridique, avec effet rétroactif et que cette annulation vaut *erga omnes* (sur la portée rétroactive de l'arrêt d'annulation : P. LEWALLE, *Contentieux administratif*, 2^{ème} éd., 2002, Larcier, p. 935 et ss., n° 518 et ss - P. SOMERE, « L'exécution des décisions du juge administratif », *Adm. Pub.*, T1/2005, p.1 et ss.).

Il y a, par conséquent, lieu de considérer que la demande d'autorisation de séjour du requérant est à nouveau pendante suite à son annulation par le présent arrêt. Or, si l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour n'a pas pour effet d'entraver la mise en œuvre des pouvoirs de police conférés par l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980, la partie défenderesse reste tenue, au titre des obligations générales de motivation formelle et de bonne administration qui lui incombent lorsqu'elle prend une décision quelle qu'elle soit, de statuer en prenant en considération tous les éléments pertinents qui sont portés à sa connaissance au moment où elle statue. Par conséquent, le Conseil estime qu'il est indiqué, pour la clarté dans les relations juridiques et donc pour la sécurité juridique, de le faire disparaître de l'ordonnancement juridique, qu'il ait ou non été pris valablement à l'époque, et pour permettre un nouvel examen de la situation par la partie défenderesse.

Le Conseil remarque, en tout état de cause, que rien n'empêchera la partie défenderesse de délivrer un nouvel ordre de quitter le territoire au requérant, si elle rejette, le cas échéant, à nouveau, la demande visée au point 1.2. du présent arrêt (dans le même sens, C.C.E., arrêt n° 112 609, rendu en Assemblée générale, le 23 octobre 2013).

4. Débats succincts

4.1 Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2 Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, et l'ordre de quitter le territoire, pris le 4 janvier 2023, sont annulés.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quinze février deux mille vingt-quatre par :

E. MAERTENS, présidente de chambre,

A. KESTEMONT, greffière.

La greffière, La présidente,

A. KESTEMONT

E. MAERTENS